

Éditorial

Il faut sauver le berger Grillon

Joëlle Fabre

Rédactrice en chef adjointe



La nouvelle avait ému nos lecteurs en octobre 2017: Grillon, le berger des âmes, était viré de l'alpage des Petits-Lacs au-dessus des Mosses. Quelques lettres, quelques vagues, et puis plus rien. L'homme qui exploitait la buvette depuis six étés tout en s'occupant de jeunes en délicatesse avec la justice allait bien finir par retomber sur ses pattes, lui pour qui aucun problème n'est insurmontable, lui qui ne connaît pas l'expression «cas perdus».

Eh bien non. L'été est de retour sur l'alpe, pas Grillon. Il se démène dans une impasse avec une poignée d'écorchés vifs sur les bras. Cet éducateur atypique réputé pour rattraper par le col des ados révoltés que plus personne ne sait par quel bout empoigner se retrouve aujourd'hui sans feu ni lieu pour accueillir ses protégés à l'écart des tentations de la ville.

«On attend de cet éducateur hors norme qu'il se débrouille magiquement, car c'est ainsi qu'il a toujours agi»

On peut s'étonner, alors que son action socio-éducative est jugée indispensable par de nombreux professionnels de toute la Suisse romande - sans compter les magistrats spécialisés dans la justice des mineurs qui relèvent le vide institutionnel comblé par son engagement hors norme - que personne ne se soit inquiété des suites de cette affaire.

Seulement voilà, on attend de Grillon qu'il se débrouille magiquement, car c'est ainsi qu'il a toujours agi, ne refusant personne, même les pires sales gosses, même quand il n'y a plus un centimètre carré de paillasse disponible pour dormir avec les bêtes à l'écurie. C'est d'ailleurs ce sens prodigieux de l'accueil qui a déclenché le ras-le-bol légitime de la Commune d'Ormont-Dessous l'an dernier. Grillon le cowboy pacifique avait semé des yourtes tout autour du chalet, sans autorisation.

Surdoué pour la relation, mais dépourvu de talent au rayon administratif, Grillon en avait déduit un peu naïvement - et non sans un brin de provocation - qu'il suffirait de renoncer aux constructions sauvages pour être à nouveau le bienvenu là-haut. Manifestement ce n'est pas le cas.

Une fois n'est pas coutume, il a besoin d'être épaulé. Le SPJ promet de se rendre aux Petits-Lacs ces prochains jours. Reste à espérer qu'il ne se montrera pas trop tatillon. **Page 12**

L'image du jour L'arrivée de spectateurs à la course de chevaux d'Ascot (GB)



REUTERS/PETER NICHOLS

Réflexions

L'accueil parascolaire fera-t-il un grand bond en arrière?

L'invitée

Isabelle Russbach
Éducatrice de l'enfance



La loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE), adoptée en janvier 2018 par le Grand Conseil vaudois, représente une belle avancée. Elle introduit les missions à l'accueil de jour. L'établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire (EIAP) a mis en consultation le nouveau cadre de référence. À le lire, on peut parler d'une catastrophe, d'une opportunité qui risque d'être complètement gâchée.

Dans l'enthousiasme et la confiance, nous, les professionnels et associations, avons fourni de nombreux documents à l'EIAP en vue de la création de ce nouveau cadre. Comment aurions-nous imaginé un tel retour en arrière? En résumé: comment économiser? En introduisant une série d'exceptions, en augmentant le nombre d'enfants par adulte, en diminuant la qualification du personnel, etc.

Comment, en 2018, ne pas voir que mettre un enfant au monde, l'aider à grandir, lui permettre d'entrer dans la société n'engage pas que la famille? Il n'est pas utile d'énumérer ici toutes les personnes qui interviennent dans sa vie. Le parascolaire peut y jouer un grand et beau rôle si on lui en donne les moyens.

Arrêtons les mythes et la culpabilisation devant des parents démissionnaires. Je n'en ai jamais rencontré. Les parents s'intéressent à ce que vivent leurs enfants et ont besoin de les savoir en sécurité physique et affective.

Comment peut-il être encore nécessaire, en 2018, de se battre pour justifier la mission d'accueillir des enfants qui requièrent attention, disponibilité et sécu-

rité? Pourquoi faut-il encore se battre pour justifier le besoin de temps pour les professionnels de réfléchir afin d'articuler au mieux les transitions entre l'UAPE et l'école, la pédagogie?

Je suis choquée et atterrée, en tant que citoyenne, de voir que nos visions politiques sont davantage imprégnées par un souci de rentabilité que par une ambition de sociabilité. Les enfants sont l'avenir de notre société. Les professionnels qui les accueillent et les accompagnent durant une bonne partie de la journée ne sont pas des objets: professionnels ou pas, quelle différence? S'occuper des enfants est complexe. Bien s'en occuper requiert de la disponibilité, du savoir-faire et du professionnalisme.

«On peut parler d'une catastrophe, d'une opportunité qui risque d'être complètement gâchée»

Ce monde en perpétuelle mouvance peut être source d'insécurité. C'est à nous, adultes, de créer un environnement qui mette l'enfant en confiance, afin qu'il devienne un acteur de son développement. Les structures parascolaires y participeront si on nous laisse faire un travail de qualité.

Puisse l'EIAP remettre en question son projet et sa vision d'hier («naïsez et on s'occupe du reste») pour des parents d'aujourd'hui et leurs futurs adultes de demain.

J'appelle les représentants de communes plus importantes, qui ne sont pas représentées dans la préparation de ce projet, de mieux faire valoir le bien des enfants.

Le chemin vers la sagesse s'ouvrira-t-il en Espagne?

L'invité

Joan Costa
Psychologue



Le premier ministre espagnol Mariano Rajoy, du Parti populaire, éclaboussé par l'affaire Gürtel, est sorti par la petite porte, vigoureusement poussé par le fringant socialiste Pedro Sanchez, appuyé par les forces de gauche et les partis nationalistes et indépendantistes basques et catalans. Le bilan des sept années de pouvoir de M. Rajoy n'est guère reluisant, ni du point de vue économique, ni du point de vue politique, ni du point de vue de l'image de l'Espagne. En effet, malgré la sortie de la crise et l'amélioration de l'économie qui prévoit un taux de croissance de 2,7% pour 2018, l'Espagne garde le deuxième taux de chômage le plus important en Europe, après la Grèce, avec 16,5%, (32% pour les jeunes de moins de 25 ans) et une dette publique qui se situe aux alentours de 98,3% de son PIB.

Du point de vue politique, le tableau s'obscurcit encore de façon inquiétante. La gestion de la crise catalane par le gouvernement Rajoy a montré des failles démocratiques sans précédent dans un pays d'Europe occidentale. Son manque de dialogue et son entêtement à ne pas entendre les revendications de la classe politique catalane ont progressivement précipité les deux parties vers ce qui apparaît aujourd'hui comme un irrémédiable point de non-retour.

Les images du 1er octobre 2017, montrant les assauts violents de la police espagnole contre les votants arborant une attitude pacifique et de protection des urnes, ont fait le tour du monde. L'histoire, comme la mémoire des hommes, nous enseigne pourtant qu'un acte de violence ne conduit jamais à la résolution d'un conflit.

Au contraire il l'attise, fige les positions, irrite, détruit et laisse des traces le plus souvent sur plusieurs générations. Certains politiciens s'essaient à utiliser le terme de victimisation, et sciemment poussent le déni et la déshumanisation jusqu'à banaliser la souffrance physique et morale.

M. Rajoy et son gouvernement, irascibles dans leur volonté de ne rien négocier et assistant à la mise en place d'un processus menant vers l'indépendance, par le biais d'un référendum, ont choisi l'option de quitter la scène de la négociation politique pour placer le conflit sur celle du judiciaire et de la répression, sans scrupule aucun de mettre en péril la séparation des pouvoirs.

La déclaration d'indépendance de la Catalogne au parlement autonome a été le point de départ d'un dérapage autoritaire: arrestations, restrictions de la liberté d'ex-

«Le bilan des années de pouvoir de M. Rajoy n'est guère reluisant»

pression et mise sous tutelle du gouvernement catalan causant bien des dommages à ses institutions. Les demandes d'extradition à l'encontre du président Puigdemont et de ses conseillers exilés se sont vues jusqu'ici rejetées par plusieurs pays d'Europe, dévoilant au grand jour l'inadéquation de la justice espagnole et de ses lois désuètes, issues d'un passé peu glorieux.

M. Rajoy a écrit une page sombre de l'histoire de son pays et son départ est une délivrance pour beaucoup d'Espagnols. M. Sanchez a promis de rencontrer son homologue catalan, M. Quim Torra, et il reste à espérer que cette relance de dialogue permette la tenue de vraies négociations et ouvre ainsi le chemin vers le retour à la sagesse démocratique.

